

Ecofascismes : comment l'extrême-droite se réapproprie la question écologique

Lydie Gaudier ■ Décembre 2025

Le rapport de l'extrême-droite à l'écologie se révèle assez complexe. Pour nous éclairer, nous avons fait appel lors du séminaire d'actualité du 10 octobre à deux chercheurs, d'une part, Antoine Dubiau, Doctorant en géographie à l'université de Genève et d'autre part, Louis Droussin, Doctorant en sciences politiques à l'université de Namur.

Ils ont développé pour nous, à cette occasion, les différentes formes que peut prendre l'écofascisme, c'est ainsi qu'on peut réellement parler d'écofascismes au pluriel, même si on le verra plus loin dans cette note ces différents courants se rejoignent en fin de compte.

Le carbofascisme

Le carbofascisme ou fascisme fossile est la tendance la plus répandue au niveau des formations politiques d'extrême droite ou proches de l'extrême droite. Il s'appuie sur ce qu'on nomme communément le climato-scepticisme ou le climato-négationnisme.

Cependant, contrairement à ce qu'on pourrait penser à priori, il ne s'agit pas seulement d'une question de croyance à l'existence du dérèglement climatique ou à son origine anthropique. Le carbofascisme repose en réalité sur la défense d'intérêts économiques sous-jacents bien réels qui sous-tendent ce rejet de l'écologie.

Partant de cette réalité, il se révèle beaucoup plus pertinent de parler d'obstruction climatique qui se réfère davantage aux interventions concrètes menées par l'extrême droite pour reléguer la lutte contre le changement climatique et les politiques d'adaptation au bas de l'agenda politique.

Le carbo fascisme ou fascisme fossile repose, en effet, sur une convergence d'intérêts entre, d'un côté, le capital fossile c'est-à-dire le patronat des industries fossiles et, de l'autre, l'extrême-droite organisée.

Le patronat des industries fossiles a tout intérêt à préserver le profit qu'il dégage de l'exploitation des ressources fossiles. Quant à l'extrême-droite, elle se pose en représentante de la soi-disant suprématie de la civilisation occidentale, de l'identité européenne ou encore la race blanche sur le reste du monde.

Ces deux points de vue se rejoignent naturellement considérant que beaucoup de patrons des industries fossiles estiment que le génie et donc la supériorité de la civilisation occidentale est d'avoir réussi à développer les énergies fossiles de telle manière à asseoir sa domination économique sur le monde et tiennent à défendre cette position de supériorité.

A ce titre, l'action du Président Trump est emblématique bien qu'elle ne soit pas isolée.

La première campagne électorale de Donald Trump a été essentiellement financée par le capital fossile. Et même si sa seconde campagne a été largement soutenue par les entreprises de la tech contre seulement à 15% par le capital fossile, il ne s'agit que d'une question de proportions car le montant du soutien des industries fossiles n'a pas diminué entre les deux mandats.

L'administration Trump supprime les financements pour la recherche sur le climat, détruit les données émanant des centres de recherche, déconstruit les agences environnementales, se désengage

des institutions en charge de la question climatique telle que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Les politiques climatiques qui ont laborieusement été mises ces dernières décennies en place sont détricotées. A la fois lors de son premier et de son second mandat, le Président Trump s'est empressé d'abolir les quelques mesures climatiques mises en place par ses prédécesseurs tout en favorisant le secteur des énergies fossiles.

On observe cependant une montée en puissance entre le premier et le second mandat de Trump dans le rythme de démantèlement des politiques environnementales et climatiques. Le nombre de décrets publiés depuis le début de son second mandat est tel que les défenseurs de l'environnement ont été rapidement submergés et dans l'incapacité de supporter la charge de travail permettant de les contester devant la justice.

Mais Donald Trump n'est pas isolé dans cette démarche.

En Russie, la configuration est identique. Les oligarques proches de Poutine, à la tête d'entreprises investies dans l'extraction et l'exploitation des hydrocarbures, sont le relais dans le monde économique du pouvoir du Kremlin. C'est notamment le cas de Gazprom dont l'influence géopolitique est internationale.

En Pologne, le PIS (parti Droit et Justice) au pouvoir jusqu'en 2025 a largement défendu les entreprises publiques nationales actives dans l'extraction du charbon, non pas en raison de leur caractère public mais parce qu'elles représentaient la puissance polonaise.

Au Brésil, le président Bolsonaro n'a pas directement soutenu l'extraction d'hydrocarbures peu développée dans ce pays mais a, en revanche, pris le parti de l'agriculture industrielle largement dopée aux énergies fossiles, sachant que l'agro-business a de son côté largement financé sa campagne électorale. Parallèlement, le mouvement paysan pour l'agroécologie a été maté par tous les moyens.

A l'autre bout de l'échelle, le carbofascisme repose aussi sur une base sociale. C'est le cas notamment en France avec le Rassemblement national mais aussi dans nombre de pays européens dans lesquels on observe une augmentation des sympathisants de l'extrême-droite.

Ce phénomène s'explique par la crainte d'un déclasserment social d'une partie de la population en raison d'un supposé afflux de l'immigration. L'attachement au mode de vie occidental mis sous pression par les politiques environnementales sous-tend le rejet de l'écologie. Ce dernier est également alimenté par un sentiment d'injustice sociale car les politiques environnementales qui sont mises en place impactent prioritairement les populations qui sont dépendantes du pétrole ou du gaz qui n'ont pas les moyens d'investir dans des alternatives. Les personnes qui sont dépendante à la voiture individuelle pour leurs trajets quotidiens faute de transports publics ou de politiques d'aménagement du territoire appropriées, par exemple, subissent impuissamment les augmentations du prix des combustibles. Il convient cependant de nuancer car le vote d'extrême-droite en Europe n'est pas, selon les études, le fait des plus précaires mais en général des personnes qui ont atteint une stabilité (CDI, accès à la propriété, emprunt à rembourser, famille nucléaire) et souhaitent la préserver face à la violence sociale qui caractérise nos sociétés.

C'est ainsi que bon nombre de citoyens se retrouvent erronément dans le discours de l'extrême-droite qui prétend défendre le mode de vie occidental ou l'*American way of life* aux Etats-Unis alors que celle-ci défend avant tout l'impérialisme des patrons de l'industrie fossile.

L'écologisation du fascisme

Une autre forme d'écofascisme est l'écologisation du fascisme quand l'extrême-droite habille son discours de quelques touches de vert.

Dans cette acception, l'écofascisme est le résultat d'une réflexion idéologique qui s'est développée depuis les années '80, non pas au sein des partis d'extrême-droite proprement dits mais chez des intellectuels dont le plus connus est Alain de Benoist en France.

Ces intellectuels sont principalement issus d'un courant politique d'extrême-droite appelé la Nouvelle Droite qui, après la guerre, a tenté de repenser l'extrême-droite sous plusieurs plans, en théorisant notamment le concept d'identité qui est aujourd'hui mobilisé par l'extrême-droite occidentale.

Avec l'écofascisme, l'extrême-droite sort d'une négation pure et simple de la crise climatique et prend conscience du fait que l'avenir de l'humanité est compromis par la destruction de la nature.

Le nœud du problème se situe, au niveau des responsabilités qu'elle identifie et, par voie de conséquence, des mesures proposées pour faire face au problème.

Pour les écofascistes, les causes de la situation actuelle proviennent de l'éloignement de la société moderne d'avec un mode de fonctionnement ancestral fantasmé qui aurait été compatible avec les cycles naturels.

Cette société idéale, selon eux, aurait un certain nombre de caractéristiques, à savoir qu'elle serait basée sur le patriarcat, autarcique et « racialement » homogène c'est-à-dire composée de personnes blanches.

Pour peu que ce type de société n'ait jamais existé, le retour à cet ordre naturel idéal serait, pour les écofascistes, la seule manière de sauver les populations blanches d'une catastrophe programmée.

Parmi les causes des perturbations actuelles les écofascistes pointent plus précisément, en premier lieu, le déracinement des populations racialisées.

Aujourd'hui, deux types de populations cohabiteraient dans les pays occidentaux, d'une part, les personnes blanches qui ont les compétences nécessaires, du fait de leur enracinement, pour prendre soin de leur environnement et, d'autre part, les personnes racisées qui en seraient incapables faute d'avoir pu s'approprier la singularité et les particularités du territoire.

Deuxièmement, les écofascistes jettent l'opprobre sur les progrès en termes d'égalité de genre qui ont participé à bouleverser l'ordre naturel, à savoir la domination des hommes sur les femmes et les autres minorités.

Enfin, la croissance économique et plus précisément l'accumulation matérielle est pointée du doigt en tant que marqueur négatif de la société moderne, allant de pair avec la bureaucratisation et la dépersonnalisation des rapports humains.

Au niveau des réponses à apporter pour corriger ces différents facteurs de déstabilisation écologique, les écofascistes vont prôner sans surprise la re migration des populations racisées vers leurs pays d'origine, là où elles auront supposément les ressources nécessaires pour prendre soin de leur environnement.

Ils défendent également la création de communautés rurales traditionnelles à petite échelle et racialement homogènes, basée sur une hiérarchie sociale patriarcale.

Certains écofascistes, comme Alain de Benoist, se revendiquent par ailleurs ouvertement décroissants.

Cependant, l'analyse des intellectuels de la Nouvelle Droite ne doit pas être confondue avec le discours des partis politiques d'extrême droite.

Ces partis dont la force électorale se développe partout actuellement sont, comme on l'a vu plus haut, essentiellement carbofascistes.

Néanmoins, ils se voient de plus en plus contraints de crédibiliser leurs positions en vue de se préparer à une potentielle participation au pouvoir. Pour ce faire, ils piochent dans le discours des intellectuels un certain nombre de concepts susceptibles de rendre leur discours plus cohérent face à la menace écologique bien réelle.

Aussi bien le RN en France que le Vlaams Belang en Belgique évoquent ainsi, comme la Nouvelle Droite, le fait que les populations blanches autochtones des pays occidentaux seraient en quelque sorte les gardiennes de leur territoire et seraient, par patriotisme, naturellement attachées à la qualité de leur environnement. Et si l'Etat doit jouer un rôle, les mesures de protection de l'environnement ne doivent en aucun cas être imposées.

Les personnes racisées ne sont pas évoquées directement ni critiquées pour leur inaptitude à prendre soin de leur environnement en raison de leur déracinement mais elles sont, en revanche, pointées du doigt en raison de leur nombre.

L'immigration de masse viendrait exercer une pression de plus en plus importante sur les écosystèmes accentuant leur dégradation. Et donc, geler l'immigration serait une priorité pour protéger les espaces naturels, voire réduire la congestion urbaine et éviter l'exode rural des citoyens autochtones.

Les partis d'extrême-droite ne défendent donc pas la création de petites communautés racialement blanches et homogènes organisées sur un mode autarcique. Ils souhaitent conserver l'organisation actuelle de la société mais avec des frontières renforcées comme réponse à la crise écologique.

Par conséquent, si les écofascistes et les partis d'extrêmes droite convergent vers le ciblage des populations racisées comme cause de la crise écologique, ils ne proposent pas forcément les mêmes solutions pour résoudre le problème.

En effet, les partis d'extrême droite ne sont pas favorables à la décroissance bien au contraire. Ils doivent, en effet, plaire à leur électorat, ce qui n'est pas le cas des intellectuels qui peuvent exprimer librement leur vision.

La fascisation de l'écologie

Le troisième visage de l'écofascisme se réfère à la fascisation de l'écologie. Historiquement, les écologistes, qu'ils militent dans les partis politiques, les mouvements sociaux ou soient syndicalistes s'inscrivent dans leur large majorité dans une idéologie d'inspiration communiste ou social-démocrate.

Néanmoins, certains éléments dans le discours écologiste dominant peut ouvrir la voie à certains pour s'engouffrer dans une écologie réactionnaire.

Les controverses autour de la surpopulation en sont une illustration. La question du nombre d'humain que peut supporter la planète est très présente dans le débat public. Nous sommes aujourd'hui 8,2 milliards d'habitants sur la planète contre un peu plus de 3 milliards en 1960. Il peut sembler logique de penser que, toutes choses égales par ailleurs, si la population était deux fois moindre, les émissions de gaz à effet de serre et les atteintes à l'environnement seraient divisées par deux. Ce raisonnement est pourtant biaisé car la question de la population ne peut pas être déconnectée du système socio-économique.

Certains groupes de population et régions du monde émettent davantage de gaz à effet de serre que d'autres. Les pays occidentaux consomment non seulement énormément de ressources issues des pays du Sud mais délocalisent la production des biens qu'ils consomment et donc la pollution engendrée par leur production dans ces pays,

A l'intérieur des pays du Nord, les différentes catégories de population ne sont pas sur un pied d'égalité. Les classes les plus précaires ont beaucoup moins de moyens à leur disposition pour s'adapter et faire face aux conséquences de la crise écologique. Elles n'ont pas non de prise pour changer le système dans lequel elles évoluent.

Et quand bien même on considère que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution est dans une certaine mesure corrélée à la démographie, la question qu'il faut se poser est celle des revendications politiques qui peuvent en résulter ?

A partir du moment où quand on parle de démographie, on pense directement dans l'imaginaire collectif à la croissance de la population africaine qu'il convient de freiner, Il est ainsi clair que les réponses à la question démographique ne sont pas progressistes. Il va s'agir forcément de solutions coercitives, racistes, misogynes qui vont toucher en premier lieu les plus pauvres, les populations racisées et les populations du Sud en général, en oubliant que leur empreinte écologique est en réalité minime comparée à celle populations américaines ou européennes.

C'est avec ce type de raisonnement que les écologistes qui s'inquiètent de la surpopulation, peuvent encourager une certaine fascisation de l'écologie même en étant de bonne foi.

La seconde pente glissante est liée à l'idée de dépolitisation de l'écologie. Partant de l'intention louable de la nécessité de parvenir à un consensus le plus large possible pour avoir une chance de

résoudre la crise écologique, certains estiment important de débattre avec tout le monde, y compris avec l'extrême-droite, en occultant le fait que les valeurs de l'extrême-droite (repli sur soi, priorité nationale, racisme) et de l'écologie (solidarité, inclusivité et coopération, universalisme, justice sociale) sont incompatibles.

Pour ces derniers, l'écologie est une discipline qui repose sur des données scientifiques objectives et qui transcende par conséquent le champ politique. L'urgence est telle, par ailleurs, que la recherche de solutions quelles qu'elles soient prime sur la nature de ces solutions.

La réponse à la crise écologique prônée par l'extrême-droite s'apparente pourtant à un projet raciste et inégalitaire qui naturalise les rapports de domination.

La recherche de solutions à la crise écologique ne peut pas être dissociée, en réalité, des conséquences sociales de ces dernières, sous peine de conduire à une dislocation de la démocratie et à l'explosion des inégalités.

Les figures de la gauche écologiste institutionnelle majoritaires au sein du paysage politique francophone l'ont bien compris et ne partagent évidemment pas ce point de vue et considèrent, quant à elles, que l'écologie est intrinsèquement de gauche et porte en elle des valeurs progressistes, à l'opposé de celles de l'extrême-droite.

Pour ceux qui se reconnaissent comme progressistes et de gauche, il est impossible de considérer que la manière dont l'extrême-droite appréhende l'écologie est recevable sous prétexte qu'il s'agit de protéger la nature.

Le danger est cependant que les intellectuels de la Nouvelle Droite, se réappropriant la question écologique, en promeuvent un récit finalement assez cohérent proposant comme on l'a vu, une analyse des responsabilités et amenant des réponses qui peuvent en séduire certains.

La thèse de la dépolitisation de l'écologie revient ainsi finalement à donner une caution écologique à l'extrême-droite et à légitimer son discours.

Or, que l'extrême-droite se préoccupe ou pas de l'écologie, elle n'en reste pas moins une idéologie à combattre. Il n'est donc d'aucune utilité de débattre avec elle de la crise écologique.

■ Pour conclure...

Pour conclure, l'écologisation du fascisme et la fascisation de l'écologie ne sont pas à mettre sur le même plan puisque la première est issue de l'extrême-droite et la seconde d'une partie du mouvement écologiste.

Il y a toujours eu des écologistes de droite et d'extrême-droite. Cependant, dans les années 80 et 90, ces profils étaient marginalisés au sein des mouvement écologistes et ne trouvaient pas de débouchés. Ils étaient mis à l'écart.

La crainte qui se fait jour actuellement est qu'une pensée réactionnaire sur l'écologie se structure et se banalise de manière plus affirmée que par le passé. La voie leur est malheureusement pavée par certains écologistes qui estiment que l'écologie transcende les clivages politiques, sans compter qu'au niveau de l'extrême-droite, les discours carbo-fascistes et écofascistes peuvent très bien cohabiter de manière assez logique dans une sorte de continuum.